

## Évolutions bancaires et monétaires à Wallis et Futuna au 31 décembre 2012

### ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

Après une légère amélioration de la situation économique mondiale au cours du troisième trimestre 2012, favorisée par une activité plus forte dans les pays émergents et aux Etats-Unis, la croissance ne s'est pas poursuivie sur les trois derniers mois de l'année. Selon les projections du Fonds Monétaire International, la croissance devrait atteindre 3,5 % sur l'année 2013, contre 3,2 % en 2012.

Dans la zone euro, le PIB s'est contracté de 0,6 % au quatrième trimestre, en raison de la faiblesse de la demande intérieure. En France notamment, le taux de croissance affiche un repli de 0,3 % sur le trimestre.

Lors de sa réunion du 7 février 2013, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE) a décidé de maintenir le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt à respectivement 0,75 %, 1,50 % et 0,00 %. Au cours de la conférence de presse qui a suivi, le Président de la BCE a estimé que les risques entourant les perspectives économiques de la zone euro demeuraient orientés à la baisse. Il a également indiqué que les contreparties de l'Eurosystème ont remboursé 140,6 milliards d'euros sur les 489,2 milliards obtenus dans le cadre de la première des deux opérations de refinancement à trois ans, qui avaient été lancées par la BCE en décembre 2011 et mars 2012. Il a souligné que cela reflète l'amélioration de la confiance des marchés financiers.

### SITUATION DU SYSTÈME BANCAIRE LOCAL

L'activité économique sur le Territoire est en nette progression au quatrième trimestre de l'année, après un troisième trimestre qui était déjà bien orienté. Sur cette période, la consommation des ménages et l'investissement des entreprises progressent. Le secteur du BTP, stimulé par la commande publique, a été particulièrement dynamique. L'activité dans le domaine bancaire a été soutenue tant sur le plan du financement de l'économie, que pour la collecte des dépôts.

#### L'activité de financement bancaire progresse

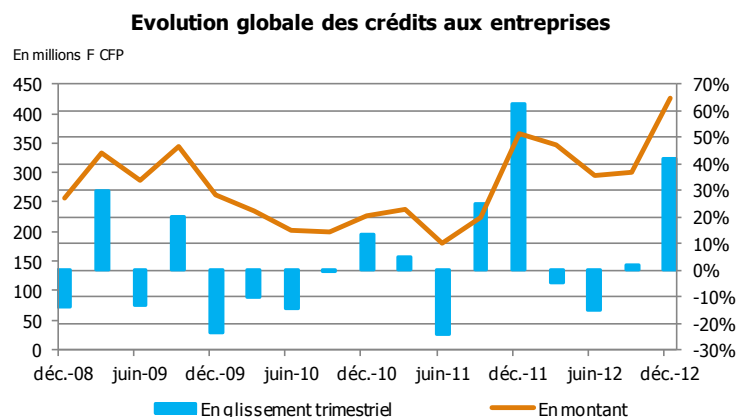
L'encours sain des crédits accordés par l'établissement bancaire installé localement atteint 1,83 milliard de FCFP au 31 décembre 2012, en hausse de 6,8 % par rapport au précédent trimestre. En rythme annuel, les concours sains octroyés par le système bancaire local progressent de 21,9 %.

#### Augmentation des crédits aux entreprises

Au 31 décembre 2012, l'encours des crédits accordés aux entreprises par l'établissement bancaire installé localement s'élève à 426 millions de FCFP, en hausse de 41,8 % sur le trimestre et de 16,5 % sur l'année.

Au 4<sup>e</sup> trimestre, les crédits d'exploitation et les autres crédits progressent respectivement de 14 millions de FCFP et de 121 millions de FCFP (financement des travaux de réhabilitation réalisés sur les dépôts de produits pétroliers).

Les crédits à l'habitat se contractent de 2 % sur le trimestre pour atteindre 128 millions de FCFP à fin 2012. Les crédits d'investissement, qui représentent 16,1 % des crédits accordés aux entreprises, reculent de 8,2 % et s'établissent à 69 millions de FCFP.



## Ralentiement de la demande de financement des ménages

Les concours accordés aux ménages par l'établissement de crédit local se stabilisent autour de 1,39 milliard de F CFP, en recul de 0,5 % sur le trimestre. En revanche, sur l'année, l'encours progresse fortement (+ 23,8 %). Cette légère diminution au cours du trimestre s'explique par le recul des encours de crédits à l'habitat au 31 décembre (-4,5 %).

Parallèlement, les crédits à la consommation se stabilisent sur la période (+0,2 %) en lien avec un niveau de consommation soutenu au 4<sup>e</sup> trimestre. Ces derniers représentent 85,4 % de l'endettement des ménages et progressent de 11 % sur l'année.

## Moindre sinistralité en fin d'année

Le montant des créances douteuses brutes s'élève à 96 millions de F CFP, en repli de 0,8 % sur le trimestre et de 3,7 % sur l'année. Parmi elles, 43 % concernent les ménages et 57 % les entreprises.

Le taux de créances douteuses de l'établissement de crédit installé localement s'établit à 5 % à fin décembre 2012, en retrait de 0,3 point sur le trimestre, pour atteindre son plus faible niveau depuis 2008. Sur l'année, le taux de créances douteuses chute de 1,2 point.

## Rebond de la collecte des dépôts

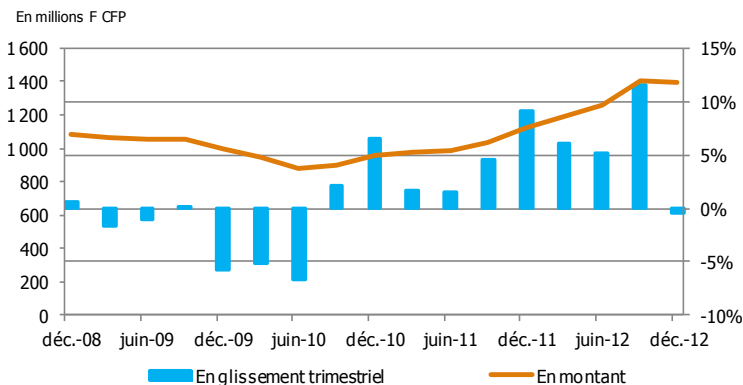
À fin décembre 2012, les dépôts des agents économiques auprès du système bancaire local et gérés localement s'établissent à 6,59 milliards de F CFP, en hausse de 42,8 % par rapport au trimestre précédent (+16,3 % en glissement annuel).

Les dépôts à vue atteignent 3,66 milliards de F CFP au 4<sup>e</sup> trimestre 2012, en hausse de 16,9 %. Cette augmentation s'explique en partie par l'accroissement de l'encours des entreprises (+32,1 %) et dans une moindre mesure par celui des ménages et des collectivités locales (respectivement +4,9 % et +11,7 %). La part des dépôts à vue ne représente plus que 55,6 % des dépôts locaux, en retrait de 12,3 points sur la période.

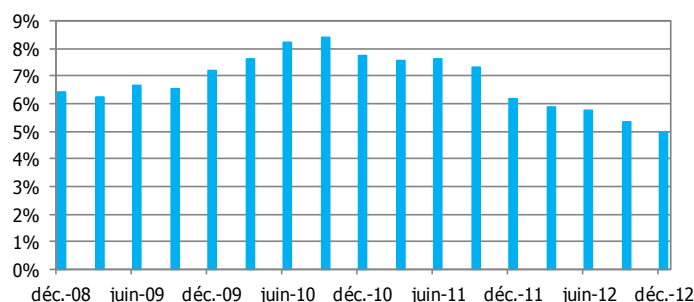
Dans le même temps, les placements indexés sur les taux du marché croissent très fortement (+172 %) après une sévère chute au trimestre précédent. Sur l'année, l'encours de ces placements a augmenté de 22,6 %, sous l'effet d'une nette progression des dépôts à terme qui ont plus que doublé sur la période (2,36 milliards de F CFP contre 0,98 milliard de F CFP à fin septembre en raison d'un important placement des collectivités locales). Sur l'année, les dépôts à terme ont progressé de 1,7 milliard de F CFP (+242 %).

À fin décembre, l'encours des comptes d'épargne à régime spécial progresse de 13,7 % pour atteindre 568 millions de F CFP (contre 499 millions de F CFP au 30 septembre).

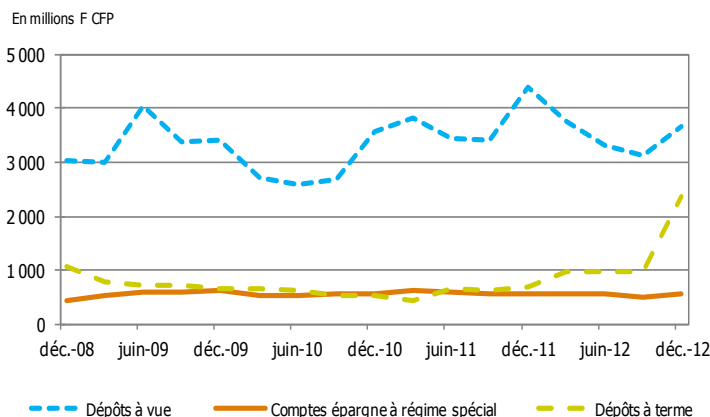
Evolution globale des crédits aux ménages



Evolution du taux de créances douteuses brutes des établissements des crédit locaux



Evolution des principales composantes des actifs financiers



## Les autres placements auprès du système bancaire local

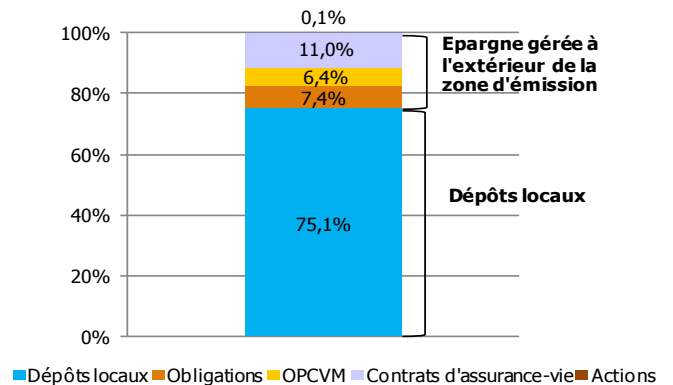
Parallèlement, le système bancaire local collecte d'autres placements financiers (contrats d'assurance vie, OPCVM, actions, obligations,...), non transformables pour leur activité de financement.

Ces actifs affichent une progression de 22,3 % sur le trimestre pour atteindre 2,19 milliards de F CFP. Ces derniers se contractent toutefois de 32,6 % sur l'année, en raison des choix de placements liés aux OPCVM monétaires (-72,8 % en 2012).

L'ensemble des dépôts réalisés auprès du système bancaire local s'établit à 8,78 milliards de F CFP au 31 décembre 2012, en hausse de 37,1 % sur le trimestre, mais en léger repli sur l'année (-1,5 %).

Cet accroissement des placements financiers est commun à tous les agents. Les actifs détenus par les ménages, les entreprises et les collectivités locales progressent respectivement de 4,5 %, 60,5 % et 67,1 %.

### Répartition des dépôts

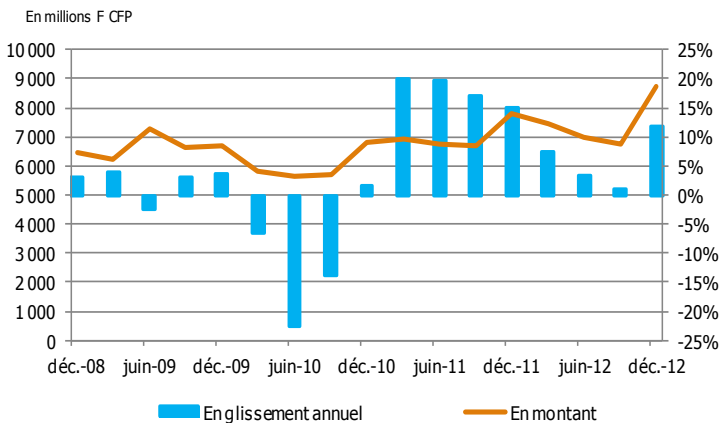


## Amélioration de l'équilibre emplois-ressources et réduction de la position extérieure nette

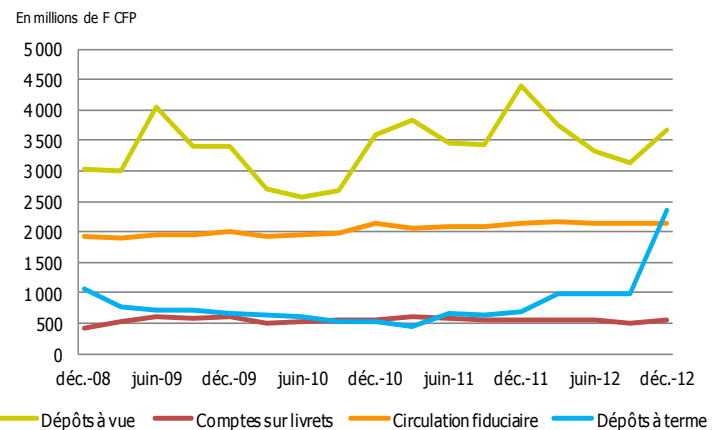
### Progression de la masse monétaire

La masse monétaire M3 atteint, au 31 décembre 2012, 8,73 milliards de F CFP, en hausse de 29 % par rapport au 3<sup>e</sup> trimestre, sous l'effet d'une progression des dépôts à terme de près de 140 %. Dans une moindre mesure, les dépôts à vue et les comptes sur livrets affichent des augmentations respectives de 16,9 % et de 13,7 %. Sur un an, la masse monétaire progresse de 11,7 %.

#### Evolution de la masse monétaire



#### Evolution des principales composantes de la masse monétaire



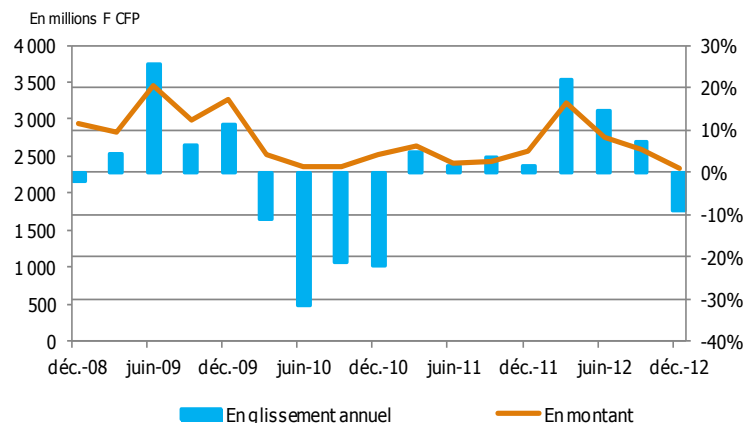
### Accroissement des ressources du système bancaire local

Les ressources de la banque locale progressent de 39 % en rythme trimestriel (+30,6 % en glissement annuel). Cet accroissement s'explique par une nette augmentation des dépôts collectés sur les trois derniers mois (+47,1 %). Ces derniers représentent 89,1 % des ressources de la banque locale. Elles sont complétées par des ressources propres (10,9 % de l'ensemble des ressources), stables sur le trimestre (+0,3 %).

La part des ressources affectées à l'activité de crédit s'élève à 30,6 % au 31 décembre 2012, en hausse de 6,4 % sur le trimestre (+20,3 % sur l'année). 1,9 % des ressources de la banque est affecté à la constitution des réserves obligatoires auprès de l'IEOM.

La position extérieure nette demeure positive à 2,33 milliards de F CFP, traduisant un excédent de liquidités du système bancaire local. Elle se dégrade cependant de 10,4 % sur les trois derniers mois et de 9,3 % sur l'année, en lien avec une baisse des avoirs détenus hors de la zone d'émission (-15,9 % sur le trimestre, -14,7 % sur l'année).

#### Evolution de la position extérieure nette



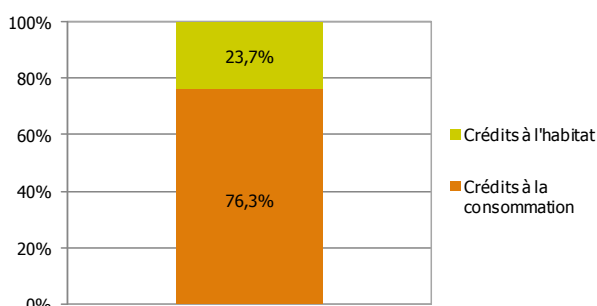
# ENDETTEMENT BANCAIRE GLOBAL DES AGENTS ÉCONOMIQUES

Parallèlement aux opérations auprès du système bancaire local, les agents économiques sollicitent des financements auprès d'établissements de crédit situés hors du Territoire, notamment en Nouvelle-Calédonie.

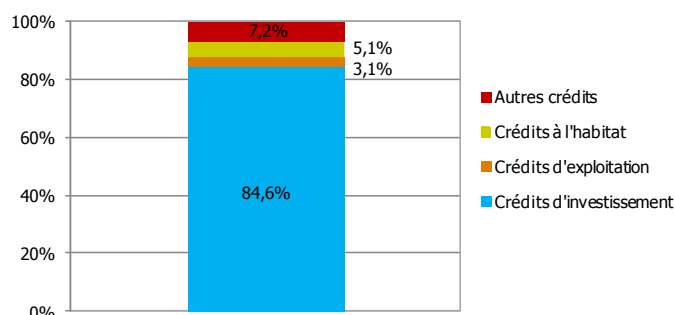
L'encours sain des crédits de l'ensemble des établissements intervenant à Wallis-et-Futuna atteint 4,36 milliards de F CFP, en recul de 1,8 % par rapport au précédent trimestre (+33,8 % en glissement annuel). La baisse des financements accordés par les établissements de crédit situés hors zone d'émission se poursuit (-7,2 %). Leurs encours représentent désormais 57,9 % des crédits consentis par l'ensemble des établissements, contre 61,3 % le trimestre précédent.

L'ensemble des financements accordés aux ménages se replie de 1,8 %, pour atteindre 1,56 milliard de F CFP au 31 décembre 2012 (+15,1 % sur l'année), tandis que les crédits aux entreprises se stabilisent à 2,51 milliards de F CFP sur le trimestre (+61,3 % en rythme annuel). Enfin, les concours octroyés aux collectivités locales, principalement sous forme de crédits d'investissement, se replient de 6,3 % au 31 décembre pour atteindre 240 millions de F CFP (-12,2 % sur l'année).

Répartition des crédits aux ménages



Répartition des crédits aux entreprises



## MÉTHODOLOGIE

L'ensemble des données concernent des encours. Elles sont issues des déclarations SURFI (Système Unifié de Reporting Financier) des établissements de crédit.

- L'IEOM distingue deux catégories d'établissements de crédit :
  - les établissements de crédit de la zone d'émission (ECZE) qui disposent d'un guichet enregistré auprès de la Banque de France dans la collectivité concernée ;
  - les établissements de crédit hors zone d'émission (ECHZE) qui interviennent sans guichet officiel. Ils regroupent à la fois ceux disposant d'une représentation locale (AFD, CDC...) et ceux qui interviennent depuis la métropole sans aucune implantation locale.

L'analyse du système bancaire local exclut donc les ECHZE.

- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits auprès des ECZE, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas les encours collectés par les compagnies d'assurance intervenant sur le territoire.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » selon les types de crédits considérés : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux ménages, alors que les autres types de crédit sont dans les données des entreprises. Les placements des entrepreneurs individuels apparaissent dans les données des ménages.



## Les placements

	Montants en millions F CFP								Variations	
	déc-08	déc-09	déc-10	déc-11	mars-12	juin-12	sept-12	déc-12	1 trim	1 an
<b>Sociétés non financières</b>	<b>1 870,6</b>	<b>2 345,9</b>	<b>1 678,1</b>	<b>2 289,0</b>	<b>1 859,9</b>	<b>1 664,6</b>	<b>1 292,7</b>	<b>2 075,2</b>	<b>60,5%</b>	<b>-9,3%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>1 317,9</b>	<b>1 807,7</b>	<b>1 307,5</b>	<b>1 794,2</b>	<b>1 688,3</b>	<b>1 187,6</b>	<b>1 224,0</b>	<b>1 617,4</b>	<b>32,1%</b>	<b>-9,9%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>429,7</b>	<b>382,1</b>	<b>370,6</b>	<b>494,8</b>	<b>171,6</b>	<b>477,0</b>	<b>68,6</b>	<b>457,8</b>	<b>567,1%</b>	<b>-7,5%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Placements indexés sur les taux de marché	429,7	382,1	370,6	494,8	171,6	477,0	68,6	457,8	567,1%	-7,5%
<i>dont comptes à terme</i>	420,5	359,5	188,6	345,6	22,0	27,0	27,0	27,0	0,0%	-92,2%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	9,2	22,6	182,0	149,3	149,6	450,0	41,6	430,8	935,0%	188,6%
<b>Epargne à long terme</b>	<b>123,0</b>	<b>156,1</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>n.s</b>	<b>n.s</b>
<b>Ménages</b>	<b>2 740,1</b>	<b>2 664,0</b>	<b>2 855,7</b>	<b>3 040,3</b>	<b>3 023,2</b>	<b>3 070,5</b>	<b>2 942,4</b>	<b>3 076,0</b>	<b>4,5%</b>	<b>1,2%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>1 127,6</b>	<b>1 091,0</b>	<b>1 226,8</b>	<b>1 390,1</b>	<b>1 364,6</b>	<b>1 363,2</b>	<b>1 272,5</b>	<b>1 334,6</b>	<b>4,9%</b>	<b>-4,0%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>834,5</b>	<b>717,7</b>	<b>597,1</b>	<b>590,3</b>	<b>614,3</b>	<b>612,1</b>	<b>565,2</b>	<b>636,4</b>	<b>12,6%</b>	<b>7,8%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	405,5	589,1	548,5	524,6	526,2	526,6	481,2	552,6	14,8%	5,3%
<i>dont livrets ordinaires</i>	405,5	589,1	548,5	524,6	526,2	526,6	481,2	552,6	14,8%	5,3%
Placements indexés sur les taux de marché	429,0	128,7	48,7	65,7	88,2	85,4	84,0	83,9	-0,2%	27,7%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	371,7	25,8	48,7	65,7	88,2	84,5	84,0	83,9	-0,2%	27,7%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	57,3	102,9	0,0	0,0	0,0	0,9	0,0	0,0	n.s	n.s
<b>Epargne à long terme</b>	<b>778,0</b>	<b>855,2</b>	<b>1 031,7</b>	<b>1 059,9</b>	<b>1 044,3</b>	<b>1 095,2</b>	<b>1 104,6</b>	<b>1 105,0</b>	<b>0,0%</b>	<b>4,3%</b>
<i>dont actions</i>	8,0	14,9	14,1	10,4	12,2	10,4	11,9	13,4	12,0%	28,7%
<i>dont obligations</i>	7,0	11,0	15,0	19,0	20,0	21,0	22,0	23,0	4,5%	21,1%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	44,2	64,9	96,2	103,9	113,2	109,3	114,9	128,2	11,5%	23,3%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	725,9	775,4	921,5	945,6	918,9	975,5	977,8	963,4	-1,5%	1,9%
<b>Autres agents</b>	<b>3 970,4</b>	<b>3 909,2</b>	<b>4 032,6</b>	<b>3 585,4</b>	<b>3 677,6</b>	<b>3 719,1</b>	<b>2 169,9</b>	<b>3 626,9</b>	<b>67,1%</b>	<b>1,2%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>587,4</b>	<b>517,3</b>	<b>1 046,3</b>	<b>1 226,8</b>	<b>712,9</b>	<b>771,5</b>	<b>637,1</b>	<b>711,4</b>	<b>11,7%</b>	<b>-42,0%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>2 171,7</b>	<b>2 180,5</b>	<b>2 177,3</b>	<b>1 757,8</b>	<b>2 336,7</b>	<b>2 333,5</b>	<b>890,9</b>	<b>2 263,9</b>	<b>154,1%</b>	<b>28,8%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	12,0	22,2	19,7	42,1	26,1	24,1	17,9	15,0	-16,0%	-64,4%
Placements indexés sur les taux de marché	2 159,7	2 158,4	2 157,6	1 715,7	2 310,6	2 309,4	873,1	2 248,8	157,6%	31,1%
<i>dont comptes à terme</i>	280,2	278,8	279,1	279,3	874,2	873,0	873,1	2 248,8	157,6%	705,1%
<b>Epargne à long terme</b>	<b>1 211,4</b>	<b>1 211,4</b>	<b>809,0</b>	<b>600,8</b>	<b>628,0</b>	<b>614,1</b>	<b>641,9</b>	<b>651,7</b>	<b>1,5%</b>	<b>8,5%</b>
<b>Total actifs financiers</b>	<b>8 581,1</b>	<b>8 919,0</b>	<b>8 566,3</b>	<b>8 914,8</b>	<b>8 560,8</b>	<b>8 454,2</b>	<b>6 404,9</b>	<b>8 778,1</b>	<b>37,1%</b>	<b>-1,5%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>3 032,8</b>	<b>3 416,0</b>	<b>3 580,6</b>	<b>4 411,1</b>	<b>3 765,8</b>	<b>3 322,3</b>	<b>3 133,7</b>	<b>3 663,3</b>	<b>16,9%</b>	<b>-17,0%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>3 435,9</b>	<b>3 280,4</b>	<b>3 145,0</b>	<b>2 842,9</b>	<b>3 122,7</b>	<b>3 422,6</b>	<b>1 524,8</b>	<b>3 358,1</b>	<b>120,2%</b>	<b>18,1%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	417,5	611,3	568,2	566,7	552,3	550,7	499,1	567,6	13,7%	0,1%
Placements indexés sur les taux de marché	3 018,4	2 669,1	2 576,8	2 276,2	2 570,4	2 871,8	1 025,7	2 790,5	172,1%	22,6%
<b>Epargne à long terme</b>	<b>2 112,4</b>	<b>2 222,7</b>	<b>1 840,7</b>	<b>1 660,7</b>	<b>1 672,3</b>	<b>1 709,3</b>	<b>1 746,5</b>	<b>1 756,6</b>	<b>0,6%</b>	<b>5,8%</b>

	Montants en millions F CFP								Variations	
	déc-08	déc-09	déc-10	déc-11	mars-12	juin-12	sept-12	déc-12	1 trim	1 an
<b>Dépôts locaux</b>	<b>4 522,7</b>	<b>4 691,4</b>	<b>4 665,1</b>	<b>5 668,4</b>	<b>5 302,5</b>	<b>4 857,6</b>	<b>4 616,8</b>	<b>6 590,6</b>	<b>42,8%</b>	<b>16,3%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>3 032,8</b>	<b>3 416,0</b>	<b>3 580,6</b>	<b>4 411,1</b>	<b>3 765,8</b>	<b>3 322,3</b>	<b>3 133,7</b>	<b>3 663,3</b>	<b>16,9%</b>	<b>-17,0%</b>
<b>Comptes d'épargne à régime spécial</b>	<b>417,5</b>	<b>611,3</b>	<b>568,2</b>	<b>566,7</b>	<b>552,3</b>	<b>550,7</b>	<b>499,1</b>	<b>567,6</b>	<b>13,7%</b>	<b>0,1%</b>
<i>dont livrets ordinaires</i>	417,5	611,3	568,2	566,7	552,3	550,7	499,1	567,6	13,7%	0,1%
<b>Dépôts à terme</b>	<b>1 072,4</b>	<b>664,1</b>	<b>516,3</b>	<b>690,6</b>	<b>984,4</b>	<b>984,6</b>	<b>984,1</b>	<b>2 359,7</b>	<b>139,8%</b>	<b>241,7%</b>
<b>Bons de caisse</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>n.s</b>	<b>n.s</b>
<b>Titres de créances négociables</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>n.s</b>	<b>n.s</b>
<b>Placement HZE</b>	<b>4 058,5</b>	<b>4 227,7</b>	<b>3 901,2</b>	<b>3 246,4</b>	<b>3 258,3</b>	<b>3 596,6</b>	<b>1 788,1</b>	<b>2 187,4</b>	<b>22,3%</b>	<b>-32,6%</b>
<i>dont actions</i>	8,0	14,9	14,1	10,4	12,2	10,4	11,9	13,4	12,0%	28,7%
<i>dont obligations</i>	1 334,4	1 367,4	809,0	600,8	628,0	614,1	641,9	651,7	1,5%	8,5%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	1 946,0	2 005,0	2 060,5	1 585,6	1 586,0	1 887,3	41,6	430,8	935,0%	-72,8%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	44,2	64,9	96,2	103,9	113,2	109,3	114,9	128,2	11,5%	23,3%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	725,9	775,4	921,5	945,6	918,9	975,5	977,8	963,4	-1,5%	1,9%
<b>Total actifs financiers</b>	<b>8 581,1</b>	<b>8 919,0</b>	<b>8 566,3</b>	<b>8 914,8</b>	<b>8 560,8</b>	<b>8 454,2</b>	<b>6 404,9</b>	<b>8 778,1</b>	<b>37,1%</b>	<b>-1,5%</b>

# Les crédits à l'économie

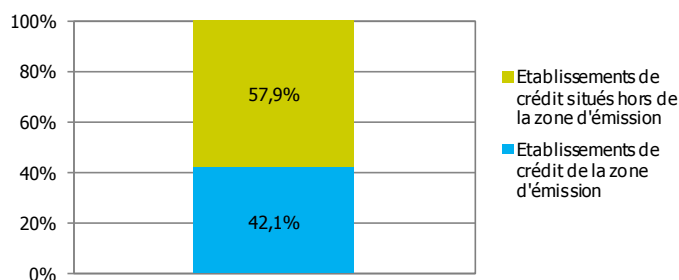
## Etablissement de crédit local

	Montants en millions F CFP								Variations	
	déc-08	déc-09	déc-10	déc-11	mars-12	juin-12	sept-12	déc-12	1 trim	1 an
<b>Entreprises</b>										
Crédits d'exploitation	160,6	152,3	101,1	88,5	70,8	31,2	33,7	47,5	41,0%	-46,3%
<i>Créances commerciales</i>	0,0	0,0	0,0	12,1	0,0	0,0	5,1	0,0	-100,0%	-100,0%
<i>Crédits de trésorerie</i>	14,8	12,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	0,0	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	145,8	139,5	101,1	76,4	70,8	31,2	28,6	47,5	66,1%	-37,8%
Crédits d'investissement	68,3	93,3	79,6	71,3	77,3	71,0	75,0	68,9	-8,2%	-3,4%
<i>Crédits à l'équipement</i>	68,3	93,3	79,6	71,3	77,3	71,0	75,0	68,9	-8,2%	-3,4%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	22,6	16,4	62,6	62,1	57,7	53,3	58,6	53,7	-8,3%	-13,5%
Crédits à l'habitat	0,0	0,0	0,0	138,6	136,0	133,5	130,9	128,2	-2,0%	-7,5%
Autres crédits	27,3	17,2	45,7	67,2	62,9	59,2	60,8	181,4	198,2%	169,7%
<b>Encours sain</b>	<b>256,1</b>	<b>262,8</b>	<b>226,4</b>	<b>365,6</b>	<b>347,0</b>	<b>294,9</b>	<b>300,4</b>	<b>426,0</b>	<b>41,8%</b>	<b>16,5%</b>
<b>Ménages</b>										
Crédits à la consommation	1 023,6	941,4	892,7	1 073,4	1 121,0	1 185,6	1 188,7	1 191,4	0,2%	11,0%
<i>Crédits de trésorerie</i>	1 002,6	924,8	872,0	1 062,6	1 103,7	1 168,9	1 168,3	1 168,3	0,0%	10,0%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	21,0	16,6	20,7	10,9	17,3	16,8	20,4	23,1	13,0%	112,3%
Crédits à l'habitat	59,7	53,0	65,7	52,9	73,2	70,3	212,4	202,9	-4,5%	283,6%
Autres crédits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
<b>Encours sain</b>	<b>1 083,3</b>	<b>994,4</b>	<b>958,4</b>	<b>1 126,3</b>	<b>1 194,2</b>	<b>1 256,0</b>	<b>1 401,2</b>	<b>1 394,3</b>	<b>-0,5%</b>	<b>23,8%</b>
<b>Collectivités locales</b>										
Crédits d'exploitation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Crédits d'investissement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Crédits à l'habitat	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Autres crédits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
<b>Encours sain</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>n.s</b>	<b>n.s</b>
<b>Autres agents</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>23,9</b>	<b>6,4</b>	<b>12,7</b>	<b>12,3</b>	<b>12,3</b>	<b>12,9</b>	<b>15,5</b>	<b>12,7</b>	<b>-17,8%</b>	<b>3,7%</b>
<b>TOTAL</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>1 363,3</b>	<b>1 263,6</b>	<b>1 197,6</b>	<b>1 504,2</b>	<b>1 553,5</b>	<b>1 563,7</b>	<b>1 717,0</b>	<b>1 833,0</b>	<b>6,8%</b>	<b>21,9%</b>
Créances douteuses brutes	93,7	98,0	100,4	99,4	97,4	96,0	96,5	95,7	-0,8%	-3,7%
<i>Créances douteuses nettes</i>	0,4	3,3	5,4	5,7	6,1	5,2	6,4	5,3	-16,6%	-7,1%
<i>(dt) Entreprises</i>	0,0	0,0	0,1	0,5	0,8	0,4	0,5	0,3	-29,1%	-31,4%
<i>(dt) Ménages</i>	0,4	3,3	5,4	5,2	5,3	4,8	5,9	5,0	-15,6%	-4,7%
<i>Provisions</i>	93,3	94,7	95,0	93,7	91,3	90,8	90,1	90,4	0,3%	-3,5%
<b>Encours brut total</b>	<b>1 457,1</b>	<b>1 361,5</b>	<b>1 298,0</b>	<b>1 603,6</b>	<b>1 650,9</b>	<b>1 659,7</b>	<b>1 813,5</b>	<b>1 928,7</b>	<b>6,4%</b>	<b>20,3%</b>
Taux de créances douteuses	6,4%	7,2%	7,7%	6,2%	5,9%	5,8%	5,3%	5,0%	-0,3 pt	-1,2 pt
Taux de provisionnement	99,6%	96,7%	94,6%	94,3%	93,8%	94,5%	93,4%	94,5%	1,1 pt	0,2 pt

## Ensemble des établissements de crédit

	Montants en millions F CFP								Variations	
	déc-08	déc-09	déc-10	déc-11	mars-12	juin-12	sept-12	déc-12	1 trim	1 an
<b>Entreprises</b>										
Crédits d'exploitation	177,0	153,9	103,4	88,5	70,8	1 290,1	1 231,7	77,7	-93,7%	-12,1%
<i>Créances commerciales</i>	0,0	0,0	0,0	12,1	0,0	0,0	5,1	0,0	-100,0%	-100,0%
<i>Crédits de trésorerie</i>	31,2	12,8	0,0	0,0	0,0	1 155,3	1 126,4	0,0	n.s	n.s
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	145,8	141,0	103,4	76,4	70,8	134,8	100,2	77,7	-22,4%	1,7%
Crédits d'investissement	1 254,1	1 070,3	943,3	1 264,1	1 216,2	1 155,6	1 090,5	2 126,1	95,0%	68,2%
<i>Crédits à l'équipement</i>	1 254,1	1 070,3	943,3	1 264,1	1 216,2	1 155,6	1 090,5	2 126,1	95,0%	68,2%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	27,9	21,2	66,4	65,4	60,8	56,4	61,6	56,5	-8,3%	-13,7%
Crédits à l'habitat	0,0	0,0	0,0	138,6	136,0	133,5	130,9	128,2	-2,0%	-7,5%
Autres crédits	27,3	17,2	45,7	67,2	62,9	59,2	60,8	181,4	198,2%	169,7%
<b>Encours sain</b>	<b>1 458,3</b>	<b>1 241,3</b>	<b>1 092,4</b>	<b>1 558,4</b>	<b>1 485,9</b>	<b>2 638,3</b>	<b>2 513,9</b>	<b>2 513,4</b>	<b>0,0%</b>	<b>61,3%</b>
<b>Ménages</b>										
Crédits à la consommation	1 023,6	941,4	892,7	1 073,4	1 121,0	1 185,6	1 188,7	1 191,4	0,2%	11,0%
<i>Crédits de trésorerie</i>	1 002,6	924,8	872,0	1 062,6	1 103,7	1 168,9	1 168,3	1 168,3	0,0%	10,0%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	21,0	16,6	20,7	10,9	17,3	16,8	20,4	23,1	13,0%	112,3%
Crédits à l'habitat	642,4	521,5	362,5	283,2	299,4	267,8	400,6	369,8	-7,7%	30,6%
Autres crédits	6,8	3,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
<b>Encours sain</b>	<b>1 672,8</b>	<b>1 466,5</b>	<b>1 255,2</b>	<b>1 356,6</b>	<b>1 420,4</b>	<b>1 453,4</b>	<b>1 589,4</b>	<b>1 561,3</b>	<b>-1,8%</b>	<b>15,1%</b>
<b>Collectivités locales</b>										
Crédits d'exploitation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Crédits d'investissement	383,5	361,2	305,8	272,9	272,9	273,6	255,8	239,6	-6,3%	-12,2%
<i>Crédits à l'équipement</i>	383,5	361,2	305,8	272,9	272,9	273,6	255,8	239,6	-6,3%	-12,2%
Crédits à l'habitat	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Autres crédits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
<b>Encours sain</b>	<b>383,5</b>	<b>361,2</b>	<b>305,8</b>	<b>272,9</b>	<b>272,9</b>	<b>273,6</b>	<b>255,8</b>	<b>239,6</b>	<b>-6,3%</b>	<b>-12,2%</b>
<b>Autres agents</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>155,2</b>	<b>111,6</b>	<b>97,8</b>	<b>66,9</b>	<b>79,2</b>	<b>52,1</b>	<b>76,7</b>	<b>41,6</b>	<b>-45,8%</b>	<b>-37,9%</b>
<b>TOTAL</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>3 669,8</b>	<b>3 180,7</b>	<b>2 751,3</b>	<b>3 254,9</b>	<b>3 258,4</b>	<b>4 417,5</b>	<b>4 435,7</b>	<b>4 355,9</b>	<b>-1,8%</b>	<b>33,8%</b>
<i>dont ECHZE</i>	2 306,5	1 917,1	1 553,7	1 750,7	1 704,9	2 853,8	2 718,7	2 522,9	-7,2%	44,1%
Créances douteuses brutes	716,8	753,5	792,5	546,8	513,6	508,3	493,0	483,6	-1,9%	-11,6%
<i>Créances douteuses nettes</i>	314,6	346,8	338,3	283,1	275,7	283,8	274,1	275,2	0,4%	-2,8%
<i>(dt) Entreprises</i>	212,0	219,2	207,3	200,9	199,2	202,7	200,8	199,8	-0,5%	-0,5%
<i>(dt) Ménages</i>	98,4	127,5	130,9	82,3	76,5	81,1	73,3	75,5	3,0%	-8,3%
Provisions	402,1	406,7	454,1	263,6	238,0	224,5	218,9	208,3	-4,8%	-21,0%
<b>Encours brut total</b>	<b>4 386,6</b>	<b>3 934,2</b>	<b>3 543,7</b>	<b>3 801,6</b>	<b>3 772,0</b>	<b>4 925,9</b>	<b>4 928,7</b>	<b>4 839,5</b>	<b>-1,8%</b>	<b>27,3%</b>
Taux de créances douteuses	16,3%	19,2%	22,4%	14,4%	13,6%	10,3%	10,0%	10,0%	0,0 pt	-4,4 pt
Taux de provisionnement	56,1%	54,0%	57,3%	48,2%	46,3%	44,2%	44,4%	43,1%	-1,3 pt	-5,1 pt

### Répartition des concours bancaires sains



Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.ieom.fr](http://www.ieom.fr)

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : G. DELAMAIRE  
Éditeur et imprimeur : IEOM - Achevé d'imprimer : avril 2013